

## **TRAITEMENT DE LA MOTION INTITULEE « PARKING D'ESPLANADE CENTRE : A CHACUN SES RESPONSABILITES » (N° 1277) (PS-LES VERTS)**

**Séance du 20 mars 2025**

**Point n° 6**

Les escalators et le parking de l'Esplanade Centre de Porrentruy sont connus pour poser des problèmes de sécurité depuis plusieurs années. En effet, ils deviennent glissants en période de pluie et plusieurs clients ont déjà été victimes de chutes. Le propriétaire foncier, sollicité par les autorités municipales, estime être impacté par cette situation et cherche à engager un dialogue avec les exploitants et les constructeurs concernés.

La Municipalité de Porrentruy a sollicité le Bureau de prévention des accidents (BPA) ainsi que plusieurs services cantonaux afin d'obtenir de l'aide et des conseils juridiques concernant ce dossier. Malheureusement, aucun d'eux n'a souhaité s'impliquer, invoquant le fait que leur institution respective ne peut pas prendre parti en cas de litige entre les propriétaires, les exploitants et les personnes lésées. Il est important de noter que ni les autorités municipales ni le BPA ne peuvent effectuer de contrôle officiel des revêtements antidérapants des installations concernées sans le consentement du propriétaire foncier.

Le seul élément confirmé durant ces échanges avec le BPA est la responsabilité légale définie par l'art. 58 al. 1 du Code des obligations (CO). Ce sont le propriétaire et les exploitants d'un ouvrage qui doivent répondre des dommages causés par des vices de construction ou par le défaut d'entretien. Cela implique notamment de contrôler périodiquement les installations, de documenter et de procéder aux travaux d'entretien et de réparation nécessaires. C'est pourquoi les panneaux « surface glissante » installés dans le centre commercial ne suffisent pas à dédouaner le propriétaire et les exploitants. De ce fait, les autorités municipales ne peuvent pas être tenues responsables en cas d'accident, même si l'ouvrage est accessible au public.

Le Conseil municipal s'engage à servir de facilitateur pour arriver à une solution adéquate avec le propriétaire et les grands locataires. C'est pourquoi, le Conseil municipal a décidé d'intervenir et a envoyé des courriers aux sociétés Macyva SA et à MIGROS afin d'exiger qu'elles prennent, de manière concertée, des mesures de sécurisation de l'Esplanade Centre dans les meilleurs délais. Cependant, tenant compte que le dossier n'est pas de la compétence de la Municipalité, le Conseil municipal préconise de refuser la motion.

## **TRAITEMENT DE LA MOTION INTITULEE « PORRENTRUUY, UNE VILLE EN BONNE SANTE » (N° 1285) (PS-LES VERTS)**

**Séance du 20 mars 2025**

**Point n° 7**

Le label « Commune en santé » n'est pas inconnu au sein de la Municipalité. En effet, un important état des lieux avait été effectué en 2018, avant que le projet ne soit mis en stand-by.

Lors d'une récente réunion avec la Fondation O2 qui accompagne les communes dans leur labellisation, nous avons eu la confirmation que ce catalogue de prestations nécessiterait certes une mise à jour mais constituerait une base solide dans un projet de recherche d'obtention du label. Il est également apparu que Porrentruy dispose d'ores et déjà de nombreuses prestations dans tous les domaines évalués lors de l'audit. Le label n'engendre pas de coût pour la Municipalité, si ce n'est les heures que le personnel communal mettra à disposition pour compléter et finaliser le catalogue de prestations.

Au vu de ces différentes informations, mais aussi compte tenu du fait que la santé des citoyens est importante aux yeux des autorités et que l'obtention de ce label permettrait de mettre en lumière un nombre considérables de prestations à l'intention des habitants, le Conseil municipal propose d'accepter la motion.

#### **TRAITEMENT DE LA MOTION INTITULEE « POUR QUE LE CONSEIL MUNICIPAL METTE TOUT EN ŒUVRE POUR SAUVEGARDER LES LAMPES ET LAMPADAIRES DE LA VIEILLE VILLE DE PORRENTUUY » (N° 1286) (PLR)**

**Séance du 20 mars 2025**

**Point n° 8**

Après la mise en place en 2017-2018 de plusieurs lanternes de type « faux-vieux » en haut de la rue Pierre-Péquignat (devant l'Office du tourisme, Les Galeries de l'Inno) avec éclairage à l'aide d'ampoules LED, le dossier est resté en suspens car les prototypes ne donnaient pas satisfaction.

Le dossier est revenu d'actualité avec le début de la réalisation du projet « Cœur de ville » et les travaux entrepris à la rue Pierre-Péquignat. Un comité de pilotage, composé de la cheffe de département de l'Équipement, d'un bureau spécialisé en éclairage public, du bureau d'ingénieur responsable de la globalité du chantier, de l'office de la culture, d'un électricien et des services urbanisme et équipement de la Municipalité, planche sur le sujet depuis plusieurs mois afin de trouver la solution adéquate pour la mise en valeur de l'éclairage du centre ancien.

Le dossier est complexe et a été présenté aussi bien à l'office de la culture qu'à la commission de l'urbanisme. Bien que majoritairement favorable à un modèle plus moderne de lanternes, toutes les variantes sont encore à l'étude.

Le Conseil municipal est conscient de l'importance du dossier et du choix de la variante qui sera retenue pour toute la vieille ville. Au vu de la complexité et de l'avancement du dossier, le Conseil municipal préconise de transformer la présente motion en postulat.

#### **TRAITEMENT DE LA MOTION INTITULEE « LIMITONS LES FRAIS » (N° 1287) (PLR)**

**Séance du 20 mars 2025**

**Point n° 9**

La motion demande de prendre les mesures pour regrouper au maximum les poursuites contre les débiteurs pour limiter les frais.

Si l'idée est louable, des contraintes légales limitent les possibilités. En effet, l'article 48 du décret concernant l'administration financière des communes (RSJU 190.611) stipule que « le caissier est tenu d'encaisser tous les revenus échus dans le courant de l'exercice ». Ces dispositions imposent une gestion rigoureuse des créances et une intervention rapide en cas d'impayés.

D'autre part, il est utile de mentionner que, sur un exercice comptable, des regroupements sur quelques mois sont déjà effectués pour les créances récurrentes, par exemple factures de la Maison de l'enfance et places de stationnement. Il est aussi procédé par regroupement pour les créances garanties par un gage immobilier quand il s'agit, pour un propriétaire donné, d'un même immeuble.

Il faut également relever que la mobilité croissante des personnes complique également le recouvrement des créances. Plus le temps passe, plus il devient difficile de localiser les débiteurs, en particulier ceux qui quittent la commune. Cette situation accroît le risque de créances irrécouvrables. Par ailleurs, chaque recherche d'adresse ou tentative de contact infructueuse entraîne des démarches supplémentaires de l'office des poursuites, qui facture l'ensemble de ses interventions. Ainsi, plus on diffère une action de recouvrement, plus on prend le risque de voir les frais de poursuites augmenter.

Concernant la charge de travail, celle-ci est certes importante et en continuelle augmentation (en moyenne 500 poursuites par année), mais le processus est déjà automatisé dans la mesure de ce que nous permet la technologie. En effet, nous disposons, dans notre logiciel de gestion des débiteurs, d'un module permettant de déposer les réquisitions de poursuites par voie électronique, ce qui réduit également le risque d'erreurs. Ceci est valable pour toutes les poursuites qui ne concernent pas les gages immobiliers où un traitement manuel reste malheureusement nécessaire pour le moment. Introduire un tri manuel ou différer les poursuites afin de regrouper les créances nécessiterait des ressources humaines supplémentaires, sans garantie d'un gain financier significatif.

Considérant la démarche de la motion légitime en matière de gestion des coûts, nous allons étudier la possibilité de regrouper les créances de l'année (par exemple taxe déchets et taxe exonération sapeurs-pompier) en s'assurant que la Municipalité reste conforme à ses obligations légales et inscrire l'objectif de la motion dans le plan de mesures en cours.

Considérant les explications qui précèdent, le Conseil municipal propose d'accepter la motion en grande partie déjà réalisée. Les coûts de la réalisation de la motion ne représenteront que les heures du personnel communal.

3 mars 2025

Le Conseil municipal